

Brochure n° 3010

Convention collective nationale
IDCC : 1978. – FLEURISTES, VENTE
ET SERVICES DES ANIMAUX FAMILIERS

ACCORD DU 30 JUIN 2017
RELATIF À L'ORDRE PUBLIC CONVENTIONNEL
NOR : ASET1750818M
IDCC : 1978

Entre
PRODAF

D'une part, et
FGTA FO
FS CFDT
FEC FO

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 dispose, que la branche a pour mission de définir, par la négociation, les thèmes sur lesquels les conventions et accords collectifs d'entreprise en peuvent être moins favorables que les conventions et accords conclus au niveau de la branche, à l'exclusion des thèmes pour lesquels la loi prévoit la primauté de la convention ou de l'accord d'entreprise (art. L. 2232-5-1 du code du travail).

La loi a donc renvoyé à la négociation de branche la possibilité de définir son propre ordre public conventionnel. Celui-ci vient compléter l'ordre public conventionnel par l'effet de la loi, tel que déterminé à l'article L. 2232-5-1 du code du travail et qui concerne notamment les salaires minima, les classifications professionnelles, les garanties complémentaires mentionnées à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la mutualisation des fonds de la formation professionnelle, la prévention de la pénibilité et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Sur ces thèmes, la convention ou l'accord d'entreprise ne peut être moins favorable que la convention ou l'accord de branche.

En conséquence, les partenaires sociaux réaffirment, dans le cadre du présent accord, leur volonté de maintenir la prééminence de la négociation de branche, celle-ci ayant pour objet de :

- adapter les dispositions générales du code du travail aux spécificités et contraintes de la branche ;
- garantir aux salariés d'une même branche d'activité un socle minimum de garanties sociales ;

- préserver le jeu de la concurrence entre les entreprises d'un même secteur économique ;
- jouer un véritable rôle de régulation dans la branche et les secteurs d'activité.

En conséquence, il a été négocié et conclu le présent accord ci-après reporté.

Article 1^{er}

Champ d'application du présent accord

Le présent accord s'applique aux entreprises visées à l'article 1-1 de la convention collective nationale des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers du 21 janvier 1997 étendue, modifié par l'avenant n° 12 du 7 avril 2016 étendu. Le champ d'application du présent accord étant national, il s'applique en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, la Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans un délai de 6 mois à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Article 2

Ordre public

L'ensemble des normes négociées de la convention collective nationale de la branche, y compris de ses avenants et accords présents et futurs, fait partie de l'ordre public conventionnel et s'impose, sauf dispositions plus favorables aux salariés, aux accords collectifs d'entreprise, à l'exclusion des normes conventionnelles portant sur les matières visées par la loi du 8 août 2016 à sa date de promulgation pour lesquelles est prévue la primauté des accords d'entreprise.

Par exception, s'agissant des futurs accords et avenants de Branche portant sur des nouveaux thèmes non encore négociés à ce niveau, les partenaires sociaux détermineront, pour chacun d'entre eux, s'ils entrent ou non dans l'ordre public conventionnel de la branche.

Article 3

Durée du présent accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Suivi du présent accord

Le présent accord fera l'objet d'un suivi annuel, afin de garantir l'efficacité du dialogue social dans la branche et son adaptation aux nécessités pratiques et/ou juridiques.

Article 5

Formalités. – Date d'entrée en vigueur

Révision et dénonciation

Sous réserve du respect des conditions de validité telles qu'énoncées par le code du travail, le présent accord fera l'objet de la procédure relative au dépôt et à la demande d'extension, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain de la date de parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Il peut être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Fait à Paris, le 30 juin 2017.

(Suivent les signatures.)